

n'en est pas une sur cent qui n'entraîne une dépense supérieure à l'estimation première. Depuis cinq ou six ans, le gouvernement des Etats-Unis s'occupe du creusement du canal de Panama. Nous savons que des ingénieurs habiles et compétents se sont chargés de faire l'évaluation de ce que serait le prix de revient de cette vaste entreprise. Ce travail était confié à des officiers et ingénieurs de l'armée, et aucune source de renseignements ne fut négligée pour qu'ils fussent à même de dire exactement aux autorités quel serait le coût effectif de ces travaux. L'évaluation première fixait la dépense à 200 millions. Mais cette somme a été bien loin de suffire; à tel point que déjà \$350,000,000 ont été dépensés et on prévoit généralement que 400 millions y auront passé avant que les travaux soient terminés.

Nous avons eu au Canada des exemples d'entreprises publiques exécutées autrefois sous une administration conservatrice, mais jamais la dépense n'est restée au-dessous de l'évaluation. Nous avons eu à Québec le bassin de radoub où ont figuré, il y a vingt-cinq ans, les McGreevy et les Langevin. La dépense à faire devait être de \$2,184,259, et la chose a coûté au pays \$3,138,234. Là où on aurait dû dépenser 2 millions, il se trouve qu'on a dépassé cette somme de près d'un million. Il y a aussi l'affaire du bassin d'Esquimalt, qui devait coûter \$374,559, mais que l'on a payée aux entrepreneurs la somme de \$581,841; \$200,000 de plus que l'ouvrage n'avait d'abord été évalué. Il a donc été dépensé là près de 50 p. 100 de plus que l'évaluation première. On sait ce qui en a été du pont Curran à Montréal, dont l'évaluation avait été de \$120,000, mais qui, au bout du compte, a coûté \$430,000, soit \$270,000 de perdus pour le pays. Il y a eu toutefois dans la dépense de ces deniers des choses qui, je suis heureux de le dire, ne se sont point présentées dans le cas du Transcontinental. Le parti conservateur d'aujourd'hui n'est que la suite du parti conservateur qui a gouverné le pays de 1878 à 1896. Il a, en fait de dépense des fonds publics, un passé qui le met dans une posture bien peu avantageuse quand on le compare à celui de la commission du Transcontinental. Il n'est pas jusqu'aux plus jeunes d'entre nous qui n'aient gardé le souvenir de ce qui s'est passé dans le pays de 1891 à 1896, au temps où cette Chambre faisait, par l'entremise de ses comités, une enquête sur les dépenses de l'administration d'alors. Etait-il question à cette époque de reprocher au Gouvernement un excès de dépenses, ou même des dépenses dépassant toute prévision? Non, monsieur

l'Orateur, l'on ne s'attardait pas à des reproches de cette sorte. Les dépenses n'étaient point soumises à une investigation, à moins que l'on pût établir que les prodigalités du ministre des Travaux publics avaient pour cause le don de sommes considérables à des amis du parti ou au fonds électoral. Chaque fois néanmoins qu'une enquête a eu lieu, on a constaté que la dépense excédait de beaucoup les prévisions et, dans neuf cas sur dix, c'est à des partisans de l'administration que l'argent est allé dans la proportion de 75 p. 100, pour être réparti entre les candidats du Gouvernement à l'époque des élections.

J'ai lu des extraits de journaux anglais où il est dit ce que l'on pense là-bas du rapport de MM. Gutelius et Staunton sur les affaires du Transcontinental. Pas un mot dans la presse ou ailleurs tendant à faire supposer pour l'Angleterre que, dans les frais de cette vaste entreprise, il ait été dépensé malhonnêtement même un dollar. Le plus que l'on a pu dire, c'est que ces frais dépassaient de beaucoup ce que l'on avait prévu et allaient assujétir les contribuables du Canada à une charge plus lourde qu'on ne l'avait d'abord pensé. Permettez-moi de vous donner lecture de ce qu'ont dit les journaux anglais sur la dépense des fonds publics de 1891 à 1896:

Le "Times" de Londres:—Il ne peut y avoir ici dans la mère patrie qu'un sentiment, celui d'un profond regret sur le tort causé à la bonne réputation de l'ainée de ses filles.

Le "Graphic" de Londres:—Il n'est plus possible de douter que la corruption sous sa forme la plus mauvaise ne règne au Canada dans une partie considérable du service civil.

Le "Telegraph" de Londres:—Déjà malheureusement on en connaît assez en Angleterre pour qu'il soit manifeste que seule une épuration résolument et vigoureusement menée peut faire oublier la corruption qui, en ce moment, règne dans la vie publique au Canada, et dont il n'y a pas eu d'exemple dans notre pays depuis des centaines d'années.

La "Gazette" de Birmingham:—Des coquins hors de place fraudent le public pour corrompre des fripons en place, et les fripons en place se prostituent, sacrifient leur honneur et manquent à leurs obligations afin de se tenir en bons termes avec les coquins hors de place.

L'"Echo" de Londres:—Aucun pays ne saurait prospérer lorsque les services publics se liguent avec de frauduleux entrepreneurs, et quand les ministres eux-mêmes sont sensibles à l'offre de cadeaux.

La "Saint-James Gazette":—L'existence au Canada d'un système de corruption organisée parmi les fonctionnaires publics a été abondamment démontrée et, de même que tout le reste en Amérique, la corruption a été colossale.

La "Graphic Despatch":—Il n'est pas jusqu'à Tammany Hall qui ne se sente bon comparativement à l'asphyxiante composition du cabinet conservateur.